

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

SL/AG

ARRETE

n° **E. 020425** du 20 FÉV 2002 portant
prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC visant à surveiller et traiter
une pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés, à
surveiller l'impact de scories présentes dans des terrains, pour le site industriel
SACM – 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté et l'instruction technique du 26 septembre 1985 relatifs aux ateliers de traitement de surfaces,
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées du 9 octobre 2001,
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 6 décembre 2001,

CONSIDÉRANT le rapport FIMALAC - Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site SACM - MULHOUSE (68) n°99 T 283-01 du 20 juillet 2001 et annexes, et l'Evaluation Simplifiée des Risques y figurant,

CONSIDÉRANT que la Société FIMALAC, propriétaire des terrains, est considérée comme détenteur,

CONSIDÉRANT qu'il a été mis en évidence, à l'emplacement d'anciens bâtiments industriels exploités par la Société MAT (Mulhousienne d'Application Thermique) exploitante d'installations classées soumises à autorisation, sur le site industriel SACM au 1 rue de la Fonderie – MULHOUSE (anciennement bâtiments 4 et 5), une pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés,

CONSIDÉRANT que la pollution des sols par des solvants chlorés a conduit à une pollution des eaux souterraines comme cela a été mis en évidence dans le rapport FIMALAC précédemment considéré,

CONSIDÉRANT que le dernier exploitant connu de ce secteur (bâtiments 4 et 5) est la Sté MAT (Mulhousienne d'Application Thermique) qui y a exploité des activités de traitements thermiques et de surfaces, soumises à autorisation au titre des installations classées, susceptibles d'être à l'origine de la pollution constatée, et qui a déclaré sa cessation d'activité le 21 septembre 1993,

CONSIDÉRANT que la Société MAT a été mise en liquidation judiciaire le 15 juin 1995, et qu'elle a aujourd'hui disparu,

CONSIDERANT que la pollution des sols et des eaux souterraines traduit l'inobservation des conditions réglementaires d'exploitation, et notamment celles de l'article 2 de l'instruction technique du 26 septembre 1985 qui prévoit que tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect est interdit, peut être aggravée par la démolition des couvertures étanches réalisée par le propriétaire des terrains,

CONSIDERANT que l'Evaluation Simplifiée des Risques menée conformément aux dispositions du guide méthodologique du Ministère de l'Environnement – BRGM – version 2 – mars 2000 – classe le secteur en "classe 1" pour la pollution par des solvants chlorés,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu d'imposer au détenteur des terrains des prescriptions pour réaliser une Etude Détaillée des Risques (caractérisation de la pollution [étendue géographique, degré de pollution,...], traitement,...) permettant de vérifier l'adéquation entre l'état des terrains contaminés et l'usage futur du site, et pour instaurer une surveillance de la pollution, en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT la présence de scories au niveau des terrains, objet de l'étude FIMALAC précédemment considérée, leur charge polluante et le fait que les travaux d'aménagement réalisés sur ces terrains ont conduit à l'enlèvement de leur couverture de protection (bâtiments, voirie) et induisent ainsi un risque de transfert de pollution vers les eaux souterraines,

CONSIDERANT que l'Evaluation Simplifiée des Risques menée conformément aux dispositions du guide méthodologique du Ministère de l'Environnement – BRGM – version 2 – mars 2000 – classe le secteur en "classe 2" pour la pollution par des scories, compte tenu de la réalisation de certains travaux d'aménagement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de surveiller l'absence d'impact des scories sur les eaux souterraines,

CONDISERANT que les terrains dans lesquels des scories sont présentes, constituent une installation classée sous le régime de l'autorisation, visée à la rubrique n° 167b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que la Société FIMALAC, propriétaire des terrains, est considérée comme détenteur d'une installation classée visée au CONSIDERANT précédent, au sens de l'article L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement,

APRÈS communication du projet de prescriptions à la Société FIMALAC,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRÊTE

Article 1 -

La Société FIMALAC dont le siège social est 97 rue de Lille – 75007 PARIS, est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui visent à assurer la reconnaissance de l'étendue de la pollution par des solvants chlorés (sols, eaux souterraines) ayant pour origine les anciens bâtiments 4 et 5 du site SACM, la traiter et surveiller son impact sur la qualité des eaux souterraines, et surveiller l'absence d'impact sur les eaux souterraines des scories présentes sur le site, comme indiqué aux plans annexés au présent arrêté.

Article 2 - Pollution par des solvants chlorés

2-1. Etude Détaillée des Risques (EDR)

Dans un délai de 6 mois, la Sté FIMALAC remettra au préfet une EDR ayant pour objectif :

- de définir l'extension de la pollution (panache) et son degré de pollution, tant au niveau des sols que des eaux souterraines, au droit, à proximité et à l'aval hydraulique de l'emplacement des anciens bâtiments 4 et 5 du site SACM de MULHOUSE, comme indiqué au plan "présence de solvants chlorés" annexé au présent arrêté,
- de définir des objectifs de réhabilitation,
- de déterminer une stratégie de réhabilitation.

2-2. Moyens à mettre en œuvre

Dans un délai de 6 mois, la Sté FIMALAC remettra au préfet une étude de faisabilité accompagnée d'un échéancier de réalisation des opérations de traitement de la pollution.

2-3. Traitement de la pollution

Dans un délai de 8 mois, il sera procédé au traitement des zones polluées par les solvants chlorés et de leur extension souterraine.

Si des opérations de décaissement s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises pour éviter toute lixiviation. Après décaissement, les excavations seront comblées par des matériaux inertes.

Les produits et liquides décaissés, pompés, résultant d'un traitement, ... seront éliminés comme des déchets dans des installations autorisées. La Sté FIMALAC justifiera au préfet de la bonne élimination des déchets récupérés, dans le mois qui suit les opérations de récupération.

2-4. Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Dans un délai de 3 mois, la Sté FIMALAC assurera une surveillance des zones contaminées par des solvants chlorés.

Les puits de contrôle à mettre en place résulteront d'une étude hydrogéologique qui devra être réalisée par un bureau compétent et remise au préfet dans un délai de 2 mois.

Le nombre, le positionnement et le dimensionnement des ouvrages seront soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Si des ouvrages répondant aux conditions précédemment énoncées existent, ils pourront être utilisés, sous réserve de l'autorisation de leur propriétaire.

L'étude hydrogéologique déterminera la nature des paramètres qu'il convient de surveiller. Les paramètres suivants seront recherchés :

- hydrocarbures totaux
- tétrachloroéthylène
- trichloroéthylène
- 1.1.1.trichloroéthane
- tétrachlorure de carbone
- COHV totaux

La fréquence de contrôle sera semestrielle (basses eaux – hautes eaux). Prélèvements et analyses sont à réaliser par un laboratoire agréé. Les résultats de mesures, avec commentaires, sont à communiquer dès réception à l'inspecteur des installations classées.

Article 3 – Présence de scories

Dans un délai de 3 mois, la Sté FIMALAC assurera une surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique des terrains dans lesquels sont présentes des scories, comme indiqué au plan "plan de répartition des épaisseurs de scories" annexé au présent arrêté.

Les puits de contrôle à mettre en place résulteront d'une étude hydrogéologique qui devra être réalisée par un bureau compétent et remise au préfet dans un délai de 2 mois.

Le nombre, le positionnement et le dimensionnement des ouvrages seront soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Si des ouvrages répondant aux conditions précédemment énoncées existent, ils pourront être utilisés, sous réserve de l'autorisation de leur propriétaire.

L'étude hydrogéologique déterminera la nature des paramètres qu'il convient de surveiller. Les paramètres suivants seront recherchés :

- hydrocarbures totaux
- arsenic
- métaux lourds (Cd, Cr, Cr6, Cu, Hg, Pb, Ni, Zn, Fe)
- CN
- indice phénol

La fréquence de contrôle sera semestrielle (basses eaux – hautes eaux). Prélèvements et analyses sont à réaliser par un laboratoire agréé. Les résultats de mesures, avec commentaires, sont à communiquer dès réception à l'inspecteur des installations classées.

Article 4 -

Des contrôles supplémentaires, tant au niveau des sols que des eaux souterraines, pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées.

En fonction des résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines, les paramètres et fréquences de surveillance pourront être revus.

Article 5 -

Les frais inhérents au respect des dispositions du présent arrêté, sont à la charge de la Sté FIMALAC.

Article 6 -

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Mulhouse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



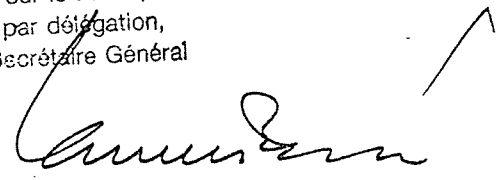
Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 20 FÉV 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

○ - Présence de solvants chlorés

Pz 5



Annexe 2

FIMALAC - Paris (75)

Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site

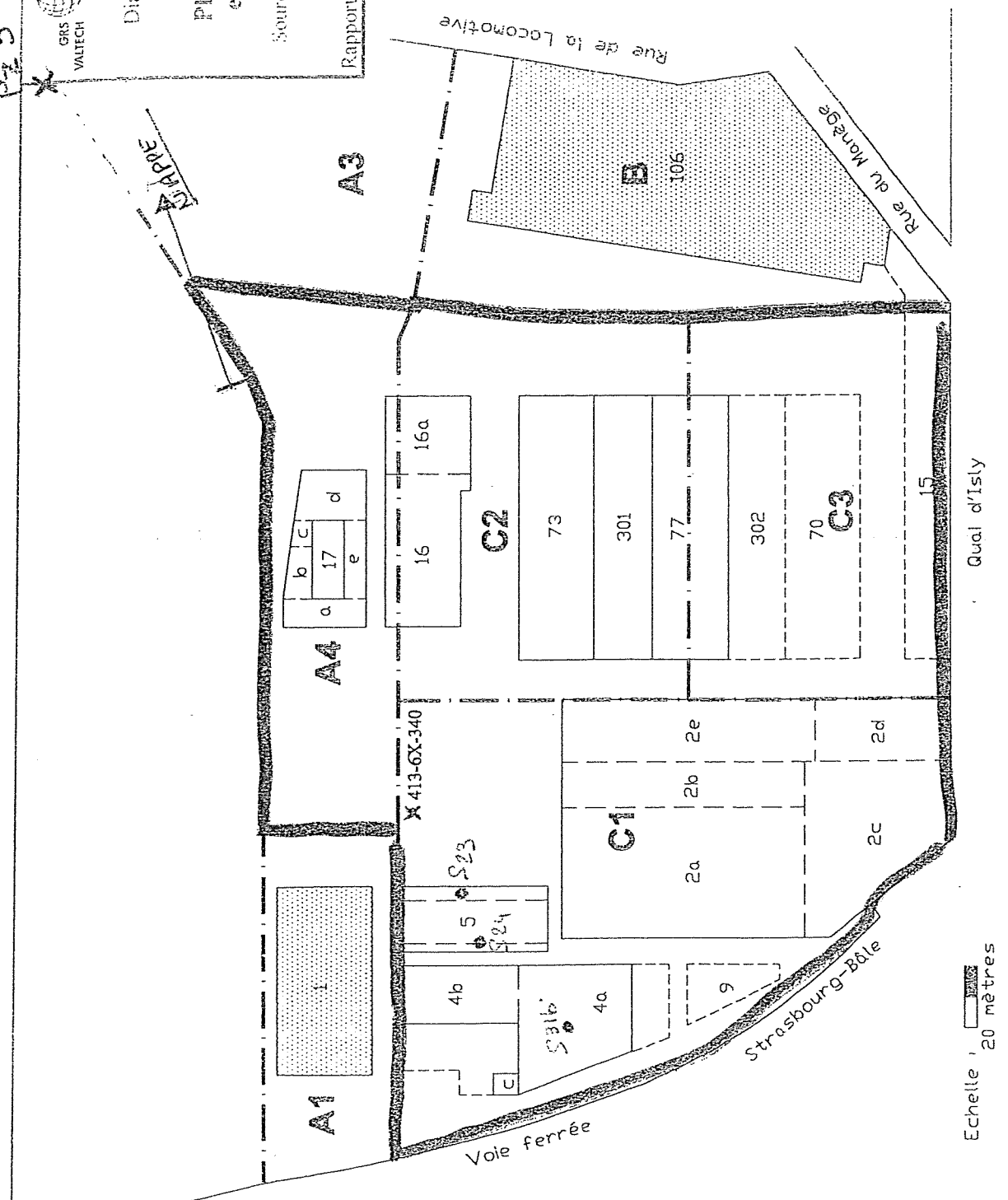
S.A.C.M. de Mulhouse (68)

Plan général du site avant démolition
et découpage parcellaire au 1/2 000

Source : Plan d'aménagement de la Z.A.C. Fonderie
du 06/05/99 au 1/1 000

Rapport n° 99T283-01

Juillet 2001





Annexe 7

FIMALAC - Paris (75)

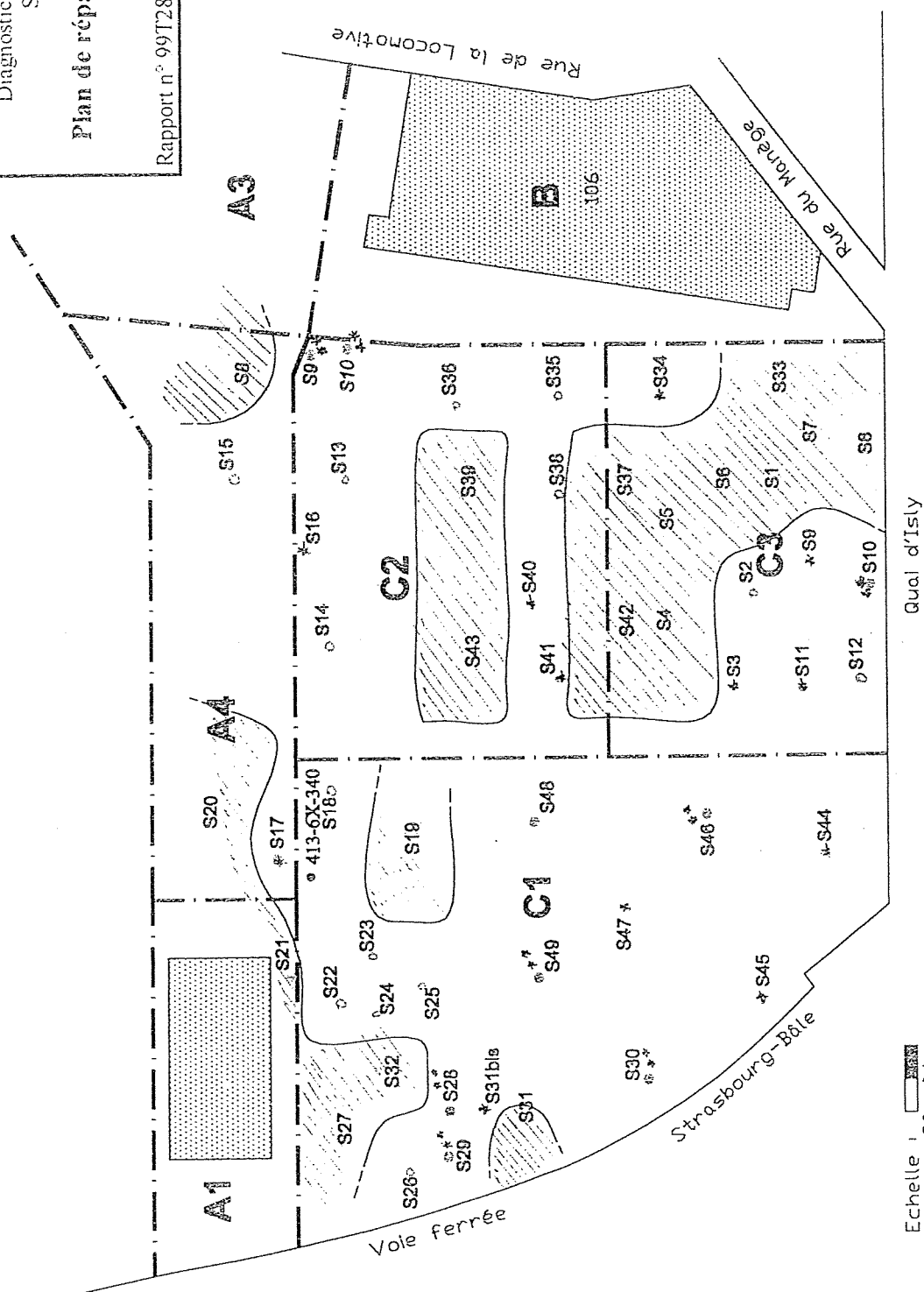
Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site
S.A.C.M. de Mulhouse (68)

Plan de répartition des épaisseurs de scories

Echelle : 1/2 000

Rapport n° 99T283-01

juillet 2001



Légende :

- /// : Absence
- : Epaisseur > 0 à 0,5 m
- * : Epaisseur > 0,5 à 1 m
- ** : Epaisseur > 1 m

Echelle : 0 20 mètres

Qual d'Isly